

Allocution du Chef du Bloc Québécois

devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Montréal – 26 mars 2008

Merci madame la présidente,

Mesdames et messieurs,

J'aimerais tout d'abord saluer les représentants du Mouvement Desjardins qui sont présents, et surtout vous féliciter pour l'élection de Madame Leroux, qui devient la première femme à diriger une institution financière au Canada. Dans les dernières semaines, il y a eu beaucoup d'action, à Québec comme à Ottawa, avec le dépôt de deux budgets. Ces budgets ont, bien entendu, un effet direct sur Montréal.

Et tout ce qui touche Montréal a un effet sur le Québec, puisque Montréal est la métropole financière, la métropole économique, la métropole du savoir et la métropole culturelle de la nation québécoise. À Québec, la ministre des Finances a été obligée de gratter les fonds de tiroir pour maintenir l'équilibre budgétaire.

À Ottawa, le ministre des Finances a été obligé d'agrandir ses coffres pour y mettre tous ses surplus budgétaires! Ces deux budgets ont donc illustré une fois de plus le contraste frappant entre les situations des deux gouvernements : l'argent est encore à Ottawa. Mais par rapport aux dernières années, il y a un nouveau contexte économique, difficile et incertain.

Nous sommes en effet confrontés à une crise des secteurs manufacturier et forestier, nous sommes également confrontés à une hausse brutale de la valeur du dollar qui n'a pas donné le temps aux entreprises de s'ajuster, au prix du pétrole qui fait augmenter les coûts de production, à une crise financière aux États-Unis et dans le monde, une crise dont on ne connaît pas encore toute l'étendue.

En même temps, nous sommes aux prises avec un gouvernement conservateur de *dinosaures*, comme l'a écrit Alain Dubuc dans une chronique sur le dernier budget fédéral.

Je le cite :

« On pourra dire que cette absence de vision s'explique par la philosophie conservatrice du gouvernement Harper, qui ne croit pas au rôle de l'État et qui se méfie comme la peste [sic] de l'intervention dans l'économie. C'est un conservatisme de dinosaures, dogmatique, qu'on ne retrouve pas ailleurs en Occident. »

C'est bien dit et c'est exact. Quand l'économie frappe un mur à cause de circonstances à la fois conjoncturelles et structurelles, il est de la responsabilité des gouvernements d'intervenir. Il y a deux semaines, un organisme pourtant réputé pour ses politiques restrictives – le Fonds monétaire international – a incité les États à augmenter leurs dépenses. Nous sommes bien d'accord.

En vue du budget, nous avons donc énoncé un certain nombre de propositions qui répondaient à ce contexte et aux besoins du Québec.

En premier lieu, un plan d'aide pour faire face à la crise manufacturière et forestière. Une accélération des dépenses d'infrastructure, comme la hausse immédiate à 5¢ de la part de la taxe d'accise destinée aux municipalités.

Et une nouvelle structure de financement correspondant aux moyens de chacun : 50% pour Ottawa, 35% pour le Québec et les provinces et 15% pour les municipalités. Une hausse des transferts pour l'éducation postsecondaire. Des investissements en culture et pour l'environnement. Le remboursement des sommes dues aux personnes âgées qui ont été victimes d'une injustice.

Et finalement, des investissements dans le logement social et dans les infrastructures. Chacune de ces mesures est justifiée, nécessaire, pressante et réaliste. Nos propositions auraient des effets bénéfiques pour l'économie à court, à moyen et à long terme. Le gouvernement conservateur a refusé de les mettre de l'avant, mais ce serait bien mal nous connaître que de croire que nous allons baisser les bras. Au contraire, nous allons continuer, sans cesse, à mettre ces priorités de l'avant.

Je reviens au gouvernement Harper. Il n'existe aucun autre exemple dans le monde occidental de gouvernement aussi obsédé par l'idéologie du laisser-faire et du tout à la dette, que le gouvernement Harper. Alors que nous traversons une tempête économique, le gouvernement, qui a le plus les moyens d'intervenir, s'y refuse.

Il y a dix milliards de dollars qui sont disponibles, dès maintenant, et le gouvernement Harper a décidé de tout mettre sur la dette. C'est une décision irresponsable. C'est irresponsable parce que la situation financière du gouvernement fédéral est excellente et que la dette n'est plus du tout le fardeau qu'elle a déjà été.

Ces dix milliards s'ajoutent, en effet, à tous les surplus budgétaires d'Ottawa depuis 1998. En allant de l'avant avec sa politique du tout à la dette, le gouvernement fédéral la ramènera à 27,5% du PIB en 2010. Or, si le gouvernement fédéral avait plutôt mis 3 milliards par année sur la dette, cela aurait déjà été plus que n'importe quel autre pays du G-7.

Le ratio dette/PIB aurait été de 32%, soit le meilleur ratio du G-7. Entre 27,5 et 32%, la différence est minime, sauf qu'il y aurait eu 74 milliards de dollars de plus à investir, dont 17 milliards au Québec.

Imaginons que ces 17 milliards de dollars aient été consacrés à la recherche, à l'éducation postsecondaire, aux infrastructures de transport, à la culture et à la construction de logements sociaux.

Pour le Québec, ça veut dire un milliard et demi par année, dont près de la moitié pour la grande région de Montréal. Si nous avions fait ces investissements, Montréal serait-elle une meilleure ville, plus prospère, plus forte, plus belle aujourd'hui? La réponse, c'est évidemment OUI. Et ces investissements stratégiques auraient sans doute contribué à une croissance supérieure du PIB, ramenant à la baisse le ratio de la dette. Or, on continue à verser 10 milliards de dollars sur la dette. Moi j'appelle ça une sorte de *fanatisme budgétaire*. C'est insensé.

C'est pourquoi j'ai insisté pour que le gouvernement fédéral utilise une partie de ses surplus. On a beaucoup économisé depuis dix ans, il faut investir, maintenant. Et le gouvernement qui a les moyens d'investir, il se trouve à Ottawa.

Le gouvernement fédéral a donc une très bonne situation financière, la meilleure de tous les pays du G-7. Ottawa a aussi une très bonne situation budgétaire. On l'oublie souvent, mais tous les pays du G-7 sont en déficit et ce, depuis des années.

Tous, sauf le Canada. À Ottawa, on nage dans les surplus depuis 1998. Le gouvernement fédéral a la meilleure situation budgétaire de tous les pays du G-7 et, à l'exception de l'Alberta, une bien meilleure situation que toutes les provinces. Malgré tout, certains pensent que le gouvernement fédéral n'a plus de marge de manœuvre budgétaire.

Dans son dernier budget, le gouvernement conservateur prévoit une croissance économique de 1,5% en 2008, mais une diminution de ses revenus budgétaires. Cela donne des surplus de seulement 2,3 milliards pour la prochaine année, des surplus encore une fois sous-estimés.

Si les prévisions économiques du gouvernement s'avèrent exactes, les surplus budgétaires atteindront 6,6 milliards de dollars. De plus, il y a des surplus de 7 milliards de dollars à la SCHL. Nous pourrions très bien utiliser un milliard pour la construction de logements sociaux.

Les grandes pétrolières bénéficient de privilèges fiscaux qui s'élèvent à un milliard par année, une somme que l'on peut et que l'on doit aller chercher. Et depuis 1998, les dépenses de fonctionnement du gouvernement fédéral ont augmenté de 75%, passant de 29,6 milliards à 51,5 milliards de dollars.

Jacques Léonard, le vice-président du Bloc Québécois et ancien président du Conseil du Trésor, a élaboré un plan d'économie dans ces dépenses bureaucratiques du gouvernement fédéral. Un plan rigoureux, réaliste et mesuré, qui permettrait à Ottawa des économies de 20 milliards sur 4 ans et ce, sans couper un seul programme et sans couper un seul transfert. Ces économies sont réalisables sans besoin de congédier une seule personne et en continuant à embaucher, tout en profitant de l'attrition naturelle.

Je signale qu'à Québec, pour deux postes qui se libèrent, un seul est remplacé. À Ottawa, c'est un pour un. Ce que propose Jacques Léonard, c'est qu'à Ottawa, sur dix départs, il y en ait sept de comblés.

Le gouvernement fédéral a donc une excellente situation financière et une excellente situation budgétaire.

Il peut continuer à verser 3 milliards de dollars par année sur la dette tout en utilisant sa marge de manœuvre budgétaire pour investir. Et contrairement à l'ensemble des pays du G-7, le Canada peut le faire sans déficit. Aucun gouvernement sensé, doté d'une telle situation financière et budgétaire n'hésiterait à intervenir pour soutenir une économie en difficulté.

Il y a donc dix milliards à Ottawa, disponibles immédiatement et ce, jusqu'au 31 mars. La Chambre des communes va siéger le 31 mars, et il sera toujours temps d'adopter une loi pour mettre 7 de ces 10 milliards de côté, dans une fiducie.

Nous sommes prêts à faire adopter une telle loi en quelques heures, quitte à débattre ensuite de l'utilisation de cet argent. Après cette date, le gouvernement Harper aura manqué l'occasion. Et je peux vous garantir que si le gouvernement Harper refuse d'agir, il y aura, un jour ou l'autre, un prix politique élevé à payer.

Avec cette marge de manœuvre d'Ottawa, nous pouvons relever des défis immenses qui nécessitent des investissements. J'aimerais vous parler de quelques uns de ces défis et, plus particulièrement, de ceux qui touchent Montréal de plus près. Premièrement, l'éducation. Ce n'est pas une compétence fédérale, certes, mais les transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire sont encore bien en deçà de leur niveau de 1995.

Et malgré ce qu'affirment les conservateurs, le déséquilibre fiscal n'a pas été éliminé, loin s'en faut.

Pour ce faire, il faudra transférer des champs fiscaux.

Il faudra aussi éliminer le pouvoir fédéral de dépenser dans les compétences du Québec, avec un droit de retrait et une pleine compensation financière, sans condition. Voilà deux promesses formelles que Stephen Harper a déjà reniées.

Mais le plus urgent, c'est de hausser les transferts pour l'éducation postsecondaire. Certains affirment qu'il n'y a plus de déséquilibre fiscal parce que les transferts fédéraux ont beaucoup augmenté.

En réalité, par rapport aux revenus fédéraux, les transferts sont plus bas qu'en 1995. Pour chaque dollar de revenu fédéral, 7,3 cents étaient transférés en 1995 contre seulement 6,2 cents en 2007.

C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les transferts pour l'éducation, alors qu'il manque 3,5 milliards de dollars pour retrouver le niveau de 1995, dont 817 millions pour le Québec. Sur une hausse des transferts pour l'éducation postsecondaire, le Québec en entier est d'accord. Des patrons en passant par les syndicats, à gauche comme à droite, tout le monde au Québec a conscience que l'éducation doit être une priorité nationale.

Même les lucides et les solidaires sont d'accord là-dessus! L'Assemblée nationale est unanime sur la nécessité d'augmenter les transferts fédéraux.

Les seuls élus en désaccord ou indifférents, ce sont les députés fédéraux du Québec des partis canadiens. Il y a 200 élus québécois : 125 à l'Assemblée nationale et 75 à la Chambre des communes.

Les 125 de l'Assemblée nationale plus les 48 du Bloc Québécois, ça fait 173 élus qui réclament une hausse des transferts pour l'éducation et seulement 27 qui s'y opposent ou qui sont indifférents. Il nous faut donc aller chercher 817 millions pour le Québec pour l'éducation postsecondaire et ça, c'est majeur pour Montréal. Montréal, c'est l'Université de Montréal, l'Université McGill, l'UQAM, Concordia, l'ÉNAP, l'École de technologie supérieure, les hôpitaux universitaires et tous les cégeps de la région.

Avec ces transferts, ce sont des centaines de millions qui seront injectés dans l'économie montréalaise chaque année. Et je ne vois pas d'investissements plus productifs à long terme pour une nation ou pour une ville que dans le savoir et l'éducation.

À Ottawa, le parti qui revient toujours sur la question de la recherche et du développement, c'est le Bloc Québécois. Ce n'est pas un hasard, car la recherche est un moteur central du développement économique du Québec.

Malheureusement, on fait partie d'un pays qui traîne la patte en matière de recherche, le Canada n'arrivant toujours pas à dépasser 2 % de son PIB en dépenses de recherche. Le gouvernement fédéral a une large part de responsabilité là-dedans et il doit se doter d'une véritable politique, mieux financée et plus cohérente. Presque à chaque année depuis nos débuts, nous avons dû nous battre pour le financement de la recherche en aérospatiale.

Une hausse graduelle du dollar aurait sans doute permis à nos entreprises d'investir davantage dans leur productivité. Mais la hausse du dollar canadien a été brutale et est survenue au moment où une crise financière a durci le crédit et où plusieurs entreprises ne font tout simplement pas de profits.

Beaucoup de nos entreprises ne sont donc pas en mesure de profiter de la force du dollar pour acheter de nouveaux équipements, des brevets ou simplement d'investir dans la recherche et l'innovation.

Pourtant, la survie du secteur manufacturier dépend en bonne partie de notre capacité à augmenter notre productivité. À cet égard, nous avons plusieurs propositions qui pourraient avoir un effet rapide.

Deux de ces mesures ont été appuyées par une majorité à la Chambre des communes le 5 février dernier :

1. Pour stimuler l'innovation, une augmentation du type de dépenses admissibles pour les crédits de recherche, par exemple en incluant les coûts d'obtention d'un brevet ou de formation de la main-d'œuvre;
2. Nous proposons de rendre ce crédit d'impôt remboursable, de façon à soutenir les entreprises qui ne font pas encore de profits ou qui traversent une période difficile.

Nous proposons également trois autres mesures :

- Augmenter le financement du programme de Partenariat technologique et en élargir l'accès à tous les secteurs de pointe, soit faire exactement le contraire des conservateurs
- Dans l'immédiat, nous proposons d'injecter 500 millions de dollars pour ce programme

- Nous proposons un programme de prêts et de garanties de prêts au taux du marché, pour permettre aux entreprises en difficulté d'investir dans de nouveaux équipements.
- Et la création d'un fonds de 1,5 milliards pour offrir des contributions remboursables aux entreprises désireuses d'acheter de nouveaux équipements de pointe

Voilà ce qui serait possible de faire immédiatement à Ottawa avec un peu de bonne volonté politique. Encore une fois, sur cette question, le Bloc Québécois est le seul à Ottawa à mettre l'accent sur ce que réclament aussi bien les syndicats, les entreprises, que le gouvernement et les régions du Québec.

Les libéraux s'écrasent, les néo-démocrates rêvent et les conservateurs sont aveuglés par leur idéologie du laisser-faire et cette sorte de fanatisme budgétaire du tout-à-la-dette.

Il faut donc maintenir la pression à son maximum à Ottawa. Encore une fois, pour Montréal, c'est fondamental. Le savoir, la recherche, c'est notre avenir économique à Montréal et le financement de la recherche va demeurer en haut de nos priorités.

Nous devons donc relever le défi de la productivité, mais aussi celui de la main-d'œuvre. La crise a causé des milliers de pertes d'emploi, mais paradoxalement, nous faisons face à une pénurie de main-d'œuvre spécialisée. Avec la mondialisation et la crise des secteurs manufacturier et forestier, il y a un urgent besoin de créer un programme de soutien au revenu des travailleurs âgés qui sont dans l'impossibilité de se reclasser.

Il faut montrer de l'humanité envers ces personnes et ça ne coûterait pas très cher de le faire : 60 millions pour l'ensemble du Canada. Pour ce qui est des emplois, ils existent. Notre problème ne consiste plus seulement à les créer, mais à les pourvoir de travailleurs. En fait, si nous avons un problème aigu, c'est la pénurie de la main-d'œuvre. Il nous faut donc accentuer fortement nos efforts de formation de la main-d'œuvre pour faire face à cette pénurie.

Oui, il faut continuer à offrir un filet de sécurité à ceux qui perdent leur emploi. Mais on doit aussi lancer une offensive pour former et intégrer tous ceux qui sont en mesure de travailler. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé, au Bloc Québécois, de lancer un débat en vue de notre prochain congrès, sur les réformes que nous pourrions adopter à partir de l'assurance-emploi.

On pourrait imaginer, par exemple, un système où un travailleur qui perdrait son emploi se verrait offrir le choix suivant :

- Soit il s'inscrit au programme actuel – que nous espérons bonifier – d'assurance-emploi;
- Soit il décide de suivre une formation spécialisée, identifiée comme une priorité et donnée par le Québec et nos entreprises, et il bénéficie alors de meilleures prestations d'assurance-emploi pour le temps que dure sa formation.

Le Danemark, par exemple, a pris le virage de ce qu'ils appellent la *flexicurité* avec beaucoup de succès. Le débat que nous proposons n'est pas aussi ambitieux, mais j'ai la conviction que nous devons à tout le moins aller dans cette direction. Je vous demande de réfléchir à ça et d'imaginer à quel point ce pourrait être enrichissant au point de vue économique, bien sûr, mais aussi d'un point de vue humain.

Il faut donc investir en éducation, en recherche et en formation si on veut accroître notre richesse à court et à moyen terme. Une autre façon de le faire en améliorant notre productivité, c'est de réduire notre dépendance au pétrole. La lutte aux changements climatiques constitue une de nos priorités depuis longtemps. La raison première, c'est l'environnement.

Mais c'est également une question économique très importante et c'est d'ailleurs pour cette raison que, peu importe le gouvernement en place à Ottawa, rien n'a été accompli jusqu'ici. Le problème central, c'est que l'économie canadienne est devenue en partie une économie pétrolière.

D'ailleurs, la hausse des prix du pétrole explique pour une bonne part la hausse du dollar canadien. Le pétrole enrichit le Canada, mais il appauvrit le Québec. Comme vous le savez, la balance commerciale du Québec est maintenant déficitaire et elle l'est de plus en plus. En 2007, notre déficit commercial international a atteint 12,7 milliards.

Nos importations de pétrole ont atteint 17,3 milliards de dollars, une hausse de 83 % depuis 2003. La hausse du prix du pétrole explique donc une grande partie de notre déficit commercial, puisque nous importons l'ensemble de notre pétrole brut de l'étranger.

Il est donc dans l'intérêt du Québec de réduire sa dépendance au pétrole, une dépendance qui nous appauvrit. Or, il se trouve que pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre, il faut réduire notre consommation de pétrole. Kyoto est donc à notre avantage aussi bien d'un point de vue environnemental qu'économique. Voilà qui explique sans doute pourquoi au Québec, il y a un très large accord pour appliquer Kyoto. Un consensus qui réunit les groupes environnementaux, les nombreuses entreprises, tous les élus de l'Assemblée nationale et l'ensemble des citoyens.

Parce que si au Canada, Kyoto, c'est un problème, Au Québec, c'est une solution.

Entre 1990 et 2005, l'industrie manufacturière québécoise a réduit ses émissions de 3,57 millions de tonnes par rapport à l'objectif de Kyoto. Si on appliquait Kyoto, l'industrie manufacturière québécoise serait donc en mesure, à partir de cette année, de vendre des crédits aux pollueurs, par exemple aux pétrolières.

Si le prix d'une tonne de carbone était de 30 \$ comme en Europe, nos entreprises manufacturières pourraient aller chercher 107 millions de dollars sur la bourse du carbone, dès cette année. À l'inverse, les pétrolières devraient acheter des crédits à la hauteur de 1,6 milliards de dollars. Ça peut sembler beaucoup, mais concrètement, ça signifie un coût d'environ 3 \$ par baril de pétrole produit. Ce sont des miettes quand on considère que le prix d'un baril de pétrole se négocie autour de 100 \$.

Si les pétrolières devaient acheter leur part de crédits de carbone, elles devraient injecter 1,6 milliards par année pour inciter l'économie à devenir plus efficace, plus éco-énergétique. J'imagine bien nos entreprises manufacturières utiliser ces millions pour se moderniser et réduire toujours plus leur dépendance aux produits pétroliers et améliorer toujours davantage leur productivité. Ce serait un stimulant extraordinaire pour réduire notre dépendance au pétrole, une dépendance qui coûte de plus en plus chère au Québec.

L'Assemblée nationale, le patronat et les syndicats du Québec, les environnementalistes et les citoyens ordinaires, tous veulent que le protocole de Kyoto soit appliqué. Depuis des années, j'insiste sur la nécessité pour que le Québec réduise sa dépendance au pétrole.

Toutes les sociétés devront en arriver là un jour ou l'autre, puisque le pétrole est une ressource non renouvelable. Un jour, il n'y en aura plus. Alors pourquoi ne pas prendre les devants et nous donner un avantage stratégique considérable pour l'avenir? Parce que, malheureusement, on a affaire à un gouvernement conservateur vassal de l'industrie pétrolière.

Le plan Baird qui a été remis de l'avant il y a deux semaines va complètement à l'encontre des intérêts économiques du Québec. Non seulement il ne reconnaît pas les efforts passés du Québec, mais il nous impose un fardeau qui devrait revenir à l'industrie des hydrocarbures.

Le plan du gouvernement Harper, ça signifie en réalité que le Québec paye pour la pollution des autres : c'est le contraire de Kyoto. Laissez-moi vous expliquer ça, bien comme il faut. Le but de Kyoto, c'est de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le but du gouvernement Harper, c'est de laisser les pétrolières augmenter les émissions, mais avec une moins grande intensité. Ce qui fait que si les pétrolières augmentent leurs émissions, mais les diminuent par baril produit, elles vont pouvoir vendre des crédits. Pendant ce temps-là, les alumineries et les usines de pâtes et papiers qui, elles, ont déjà réduit leurs émissions, vont voir leurs efforts être effacés.

Non seulement ça, mais elles se font imposer de nouvelles réductions. Avec le plan Baird, ce sont les pétrolières, les pollueurs, qui vont le plus facilement pouvoir profiter du marché du carbone. Le Québec a donc tout intérêt à se mobiliser contre le gouvernement Harper et son plan aussi catastrophique pour l'environnement que pour l'économie québécoise.

Et aussi pour l'économie de Montréal, parce que les sièges sociaux des alumineries et des entreprises forestières, c'est à Montréal. Je peux vous assurer que pour le Bloc Québécois, cet enjeu-là va demeurer absolument primordial.

Permettez-moi d'insister sur deux projets concrets : la bourse du carbone et un train rapide entre Québec et Montréal. L'activité financière, c'est très important pour Montréal et pour tout le Québec. Promouvoir les intérêts économiques du Québec à Ottawa, c'est préserver ces activités financières.

Et en ce moment, ça prend la forme d'une vive résistance à la volonté du gouvernement Harper de créer une agence fédérale des valeurs mobilières à Toronto. Nous allons nous opposer de toutes nos forces à ce projet pour préserver ce que nous avons.

Et je demande à tous les élus fédéraux du Québec de s'opposer avec nous à cette tentative de dépouiller Montréal et le Québec de ses pouvoirs en matière de valeurs mobilières.

Nous devons aussi accroître l'activité financière à Montréal et une des façons de le faire, c'est la création de la bourse du carbone.

Une bourse du carbone pour nous enrichir et aussi, pour que Montréal puisse accroître son créneau d'excellence dans les produits dérivés. Cependant, avec le plan Baird, il est impossible de maximiser une bourse du carbone, parce qu'il n'y a pas de cibles absolues de réduction, tandis que le gouvernement Harper veut limiter le prix à 15 \$ la tonne.

Le gouvernement Harper est supposé être un adepte du libre marché, mais il veut fixer le prix du carbone en bourse ! C'est inexplicable, sauf quand on comprend que ce gouvernement veut avant tout protéger les intérêts pétroliers. Nous allons continuer d'insister sur la création d'un véritable marché du carbone.

Une autre idée que je défends depuis longtemps, c'est la création d'un lien de train rapide entre Québec et Montréal. Un lien qui ouvre la voie à une extension vers New York et Windsor. Un tel lien permettra à Montréal de se positionner comme plaque tournante du transport ferroviaire de passagers.

Le transport par train rapide va dans le sens de Kyoto et c'est tout naturel que le Québec construise un tel lien quand on pense que nous avons ici un des principaux fournisseurs mondiaux de matériel ferroviaire. Voilà qui serait bon pour l'environnement, pour les gens d'affaires, l'industrie manufacturière et aussi, pour le tourisme. Les conservateurs, et Lawrence Cannon en particulier, se sont beaucoup moqués de cette idée.

Mais ils rient jaune, maintenant, parce qu'ils ont réalisé que cette idée d'un train rapide ralliait la communauté d'affaires de Québec, ainsi que les gouvernements du Québec, de l'Ontario et de l'État de New York. Pour l'application de Kyoto et la création d'une bourse du carbone à Montréal, l'appui est très large au Québec et nous devons accentuer la pression. Pour ce qui est du train rapide, c'est déjà une priorité pour Québec et j'aimerais que la communauté montréalaise s'y mette à son tour, de sorte que nous ayons, là aussi, la possibilité de faire monter la pression.

Voilà donc deux projets que nous allons faire avancer à Ottawa : une bourse du carbone à Montréal et un train rapide Québec – Montréal. Ce que je souhaite, c'est que d'ici 10 ans, Montréal puisse être considérée comme une métropole du transport propre en Amérique du Nord. Et que le Québec, qui est déjà l'endroit le moins dépendant du pétrole en Amérique du Nord, ait pris une avance de 20 ans sur ses voisins dans ce domaine hautement stratégique.

Si Montréal est la métropole du savoir et de la recherche au Québec, elle est aussi la métropole culturelle non seulement du Québec, mais de toute l'Amérique du Nord francophone. Montréal rayonne grâce à la culture. La culture, c'est fondamental pour une nation francophone qui ne constitue que 2 % de la population d'Amérique du Nord.

C'est aussi très important d'un point de vue économique. Et, contrairement aux idées reçues, la culture est un important ferment d'innovation, de prospérité et même de hausse de la productivité de notre économie. Dans un rapport remis au gouvernement du Québec, le Groupe de travail sur l'investissement dirigé par Pierre Fortin souligne joliment que l'économie est fille de la culture et pas seulement de la technologie.

Et ce n'est pas simplement une belle formule, puisqu'au Québec, la propension des entreprises à investir leurs revenus est à son maximum dans la finance et ensuite, en seconde place, dans la culture. Pour montrer l'importance de la culture, je mentionne que c'est devenu le premier secteur d'exportation des États-Unis, devant l'agriculture, l'automobile, l'aérospatiale ou l'armement.

Au Québec, la langue française est une richesse qui nous permet de consommer notre propre culture à des niveaux incomparables au Canada, là où la culture américaine prend beaucoup de place.

C'est ce qui explique sans doute qu'à Ottawa, aucun autre parti n'y attache autant d'importance que le Bloc Québécois.

Or, les partis canadiens ont tous reconnu l'existence de la nation québécoise en 2006. Il serait temps qu'ils reconnaissent maintenant que s'il y a une nation québécoise, il y a une culture québécoise. Parmi nos priorités budgétaires, la culture figure donc en bonne place.

Nous demandons 400 millions, par année, à l'échelle du Canada. Pour le Québec, ça signifie un montant de l'ordre de 120 millions par année pour le cinéma, la télévision et les arts. Une grosse part du gâteau irait évidemment à Montréal. Inutile de souligner à quel point c'est important, à la fois au plan économique et au plan identitaire.

Montréal est surtout la métropole de la nation québécoise, la seule métropole francophone en Amérique du Nord. La disparition du caractère francophone de Montréal, c'est inimaginable pour la nation québécoise. On doit donc tout faire pour le préserver.

Un des problèmes, c'est que l'application de la loi 101 échappe à tout ce qui est de compétence fédérale.

Il y a des gestes qu'on peut poser et c'est ce que nous avons fait à Ottawa en déposant un projet de loi prévoyant l'application de la loi 101 pour la langue de travail dans les entreprises sous juridiction fédérale.

On parle de gros morceaux comme les banques, les entreprises de télécommunications, le transport interprovincial, les ports et les aéroports. Il y a là un test très important pour les partis canadiens qui se targuent de reconnaître la nation québécoise.

Reconnaître la nation québécoise, c'est reconnaître qu'au Québec, la langue de travail, c'est le français.

Reconnaître la nation québécoise, c'est aussi reconnaître au Québec le droit d'appliquer sa propre politique d'intégration des immigrants. Le Québec a besoin de l'immigration, qui nous enrichit à tous points de vue.

Cependant, ce que nous désirons au Québec, c'est que ces gens qui viennent nous rejoindre parlent notre langue nationale. L'idée, ce n'est pas qu'ils demeurent comme des étrangers chez eux et que chacun demeure dans sa communauté, créant ainsi des ghettos. C'est la raison pour laquelle, au Québec, on a toujours refusé l'idéologie du multiculturalisme, Robert Bourassa étant le premier à la rejeter dès 1971.

Nous avons donc déposé un projet de loi pour soustraire le Québec de la loi sur le multiculturalisme.

Ça aussi, c'est un test important pour les partis canadiens qui se targuent de reconnaître la nation québécoise.

Voilà donc comment nous faisons la promotion des intérêts économiques du Québec à Ottawa. Le Québec s'est doté d'un outil puissant pour faire aboutir ses projets au niveau fédéral. Cet outil, c'est le Bloc Québécois. Depuis 1993, qu'il soit rouge ou qu'il soit bleu, quand le gouvernement fédéral refuse d'écouter le Québec, il y a un prix à payer.

Il y a un prix politique à payer, parce qu'il y a le Bloc Québécois. Au cours des ans, le Bloc Québécois a largement contribué à trois grandes réussites du Québec :

- La reconnaissance du déséquilibre fiscal,
- Le rapatriement de la formation de la main-d'œuvre,
- Et la création du programme québécois de congés parentaux.

Sur ces trois enjeux majeurs pour le Québec, il n'y avait qu'un seul parti à Ottawa qui menait la bataille, et c'était le Bloc, le seul parti québécois à Ottawa. Pour Montréal et pour le Québec, nous avons une vision claire de ce qui va nous permettre de nous développer dans l'avenir. L'éducation, la recherche, la formation et la culture sont des assises fondamentales pour Montréal comme pour le Québec.

La réduction de notre dépendance au pétrole est incontournable et constitue une formidable occasion de prospérité. Le caractère francophone de Montréal et l'intégration des nouveaux Québécois sont indispensables pour notre nation, à la fois d'un point de vue identitaire, d'un point de vue humanitaire et économique.

C'est un défi que nous pouvons relever si on se donne les outils nécessaires. Le Bloc Québécois réussit mieux que n'importe quelle aile québécoise, de n'importe quel parti fédéral, à promouvoir nos intérêts économiques à Ottawa.

Ces progrès permettent souvent de nous rapprocher de la souveraineté. Mais nous devons rester conscients que le cadre fédéral nous impose des limites telles qu'en ce qui a trait à la promotion des intérêts économiques du Québec, la solution optimale demeure sans aucun doute la souveraineté du Québec.

MERCI